

PROGRAMME ASIE

ENTRE IRAN ET PAKISTAN, UNE RÉGION À RISQUE : LE BALOUCHISTAN

PAR ULRICH BOUNAT

CONSULTANT ET ANALYSTE EN RELATIONS INTERNATIONALES,
DIPLOMÉ DU MASTER GSI DE L'INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS

JANVIER 2018

ASIA FOCUS #57



En visite fin octobre en Inde, après un passage aussi rapide que froid à Islamabad, Rex Tillerson déclare : « Nous sommes inquiets au sujet de la stabilité et de la sécurité du gouvernement du Pakistan »¹. Les raisons de s'alarmer sur la stabilité du Pays des Purs² ne manquent pas : rivalité nucléaire avec l'Inde, Cachemire, zones tribales... ces sujets font régulièrement les gros titres. Il est néanmoins une région dont on parle peu, mais qui concentre l'ensemble des enjeux auquel doit faire face le pays : le Baloutchistan. Ce territoire historiquement rebelle, frontalier de zones stratégiques et en tension comme l'Afghanistan ou le détroit d'Ormuz, est au cœur d'un nouveau grand jeu. Investissements de la Chine, affrontements mêlant Daech, Talibans, groupes indépendantistes, forces gouvernementales, interférences saoudiennes, iraniennes, indiennes... Tous les ingrédients semblent réunis pour faire du Baloutchistan un point de cristallisation central de l'ensemble des maux de la région. Cette étude vise à présenter cette région méconnue et stratégique, dans toute sa complexité.

Après une introduction rapide sur les principales caractéristiques de cette région, en s'attardant notamment sur le projet de Corridor économique Chine-Pakistan (ou CPEC), un focus sur l'irrédentisme historique des Baloutches permettra de mieux saisir pourquoi cette zone pourtant cruciale pour son développement échappe encore grandement au contrôle de l'Etat pakistanais. Enfin, nous nous intéresserons au défi le plus pressant au Baloutchistan actuellement : l'impasse sécuritaire. La faiblesse structurelle, voire parfois la complicité, de la structure étatique dans la région a permis l'implantation de nombreux groupes radicaux, à commencer par les Talibans. Mais aussi plus récemment Daesh, et toute une nébuleuse de groupes paramilitaires et radicaux comme le Tehrik-e-Taliban Pakistan, ou TTP, aussi appelés Talibans pakistanais. Plongée au cœur du chaudron baloutche, miroir grossissant de l'ensemble des difficultés actuelles d'un pays en équilibre instable.

¹ "Tillerson In Pakistan For Talks On Terrorist Safe Havens." *RFE/RL*, RFE/RL, 24 Oct. 2017

² Signification étymologique du terme Pakistan.

LE BALOUTCHISTAN, ZONE PAUVRE ET STRATÉGIQUE

Le Baloutchistan, un carrefour stratégique



Figure 1 Carte du Baloutchistan (© Carnegie Endowment for peace)

Le Baloutchistan est une région d'environ 500 000 km² essentiellement montagneuse et désertique, à cheval sur trois pays : l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan. Sa partie pakistanaise, la plus vaste, occupe une superficie de 347 190 km², soit environ 43% de la superficie totale du pays. Elle contient la majeure partie du littoral³ pakistanaise, ouvrant l'accès aux ressources halieutiques ainsi qu'à l'entrée du stratégique détroit d'Ormuz par où transite environ 20% du trafic mondial de tankers.

Si la région est vaste, elle n'est peuplée que d'environ 13 millions d'habitants, soit à peine plus de 5% des 207 millions d'habitants du Pakistan. Les principales villes⁴ sont Quetta, la capitale provinciale, Not Kundi et le port de Gwadar. La région, désertique et peu peuplée, se situe à un carrefour stratégique, tant au sein du Pakistan que dans l'environnement régional. Elle est frontalière avec les « zones tribales » pakistanaise et constitue la porte d'entrée pour le Pakistan vers l'Iran et sa région du Sistan Baloutchistan, mais aussi avec la région de Kandahar en Afghanistan via la passe de Bolan. Elle est donc une zone par laquelle transitent de nombreux biens et où prospèrent de nombreux trafics, notamment d'opium et d'armes de tous calibres en provenance de l'Afghanistan voisin⁵.

³ Près des ¾ avec 750 km de côtes

⁴ En 2014, environ 10 millions d'habitants résidaient dans des villes de plus de 25 000 habitants

⁵ *Illicit Drug Trends in Pakistan*. Office on Drugs and Crime, United Nations, 2008

Cette position de pivot géographique en fait un axe de choix pour les routes énergétiques. Les deux plus importants projets de gazoducs sont le TAPI, reliant le Turkménistan, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde, dont l'ouverture est prévue en 2019. Et le gazoduc IP, reliant l'Iran au Pakistan⁶. Mais la véritable richesse du Baloutchistan se situe dans son sous-sol : or et cuivre de la mine de Saindak, l'un des plus grands gisements de cuivre potentiel au monde à Reko Dik, chromite, magnésite, gypse, manganèse, zinc, fer, granite, marbre, amiante⁷... mais aussi et surtout du gaz. Le Baloutchistan représente une bonne part de la production nationale de gaz et environ 70% des réserves estimées dans le pays⁸. Le gisement de Pircoah, le plus important du pays, se situe dans le district du Dera Bugti.

Le positionnement géographique et les richesses qu'elle renferme ont fait de la région une zone clé pour les forces armées pakistanaises. Quetta est le siège du 12^e corps d'armée et de l'école Command and Staff College, qui forme les cadres de l'armée. De nombreuses autres bases sont installées dans la région, notamment aux abords des frontières et des gisements de ressources naturelles. Le Baloutchistan est aussi partie intégrante de la stratégie de dissuasion nucléaire nationale et des essais nucléaires ont été réalisés dans le district de Chagai en 1998.

Quetta est également le siège du 31^e escadron de chasseurs de l'armée de l'air. Le port de Gwadar constitue la deuxième base marine du pays après Karachi. C'est la base la plus éloignée de l'Inde et elle offre un débouché sur le détroit d'Ormuz. Les puissants services de renseignements pakistanais, l'Inter Services Intelligence (ISI), possèdent des bureaux à Quetta, Saindak et Gwadar. Le ministère de l'Intérieur est représenté par la police et le Frontier Corps, force paramilitaire de 50 000 hommes. Cheville ouvrière de la lutte contre-insurrectionnelle dans les zones tribales, ils sont au Baloutchistan mal équipés et formés et bénéficient rarement de fixeurs à même d'orienter les officiers pendjabi⁹. L'enjeu stratégique que représente la zone est partagé par les Occidentaux. De 2001 à 2011, l'aérodrome de Shamsi a été utilisé par la CIA et l'USAF pour des missions en zone afghane, dont des frappes de drones dans la région frontalière de Kandahar, fief historique des Talibans¹⁰.

Le Baloutchistan constitue donc un enjeu économique et sécuritaire majeur pour le Pakistan, que le conflit en Afghanistan n'a fait qu'exacerber. Cependant, si la région regorge de ressources naturelles, les habitants, à commencer par les Baloutches ethniques, sont en grande partie paupérisés.

⁶ La complétude côté pakistanais est bloquée par les sanctions américaines contre l'Iran. Un financement du tronçon restant entre Gwadar et Nawabshah par la Chine n'est pas à exclure.

⁷ Heeg, Jason. *Insurgency in Balochistan*. Foreign Military Studies Office, Kansas, USA, 2011

⁸ Le Pakistan se situe au 25^e rang en termes de réserves mondiales, *ibid*

⁹ *Ibid*

¹⁰ *Ibid*

Le Baloutchistan, terre riche mais sous-développée

Ainsi, la région cumule les pires scores nationaux en termes de santé, d'accès à l'eau et d'illettrisme. A l'heure actuelle, 70% de la population n'a pas accès au gaz, 78% n'a pas l'électricité et 62% n'a pas d'arrivée d'eau potable¹¹. La région compte la plus haute mortalité infantile et maternelle et le plus fort taux de malnutrition en Asie. Ces chiffres sont bien plus élevés que la moyenne du Pakistan. La pauvreté multidimensionnelle¹², de 39% en moyenne au Pakistan, atteint au Baloutchistan 71%.

Plus grave, cette paupérisation par rapport au reste du pays augmente. La part du Baloutchistan dans le PIB pakistanais est passée de 4,9% dans les années 70 à 3,7% aujourd'hui¹³. Les richesses extraites du sous-sol bénéficient donc peu aux populations locales. Ce décalage entre ressources produites et paupérisation s'explique notamment par le mode de calcul des dividendes de la rente. Jusqu'à récemment, le pourcentage reversé par région ne tenait essentiellement compte que de la quantité de population et du niveau de PIB local. Le Baloutchistan étant plus pauvre et moins peuplé que le reste du pays, il se trouva doublement pénalisé. Cette situation a engendré rancœur et sentiment de spoliation auprès des locaux et notamment du peuple historiquement lié à la zone, les Baloutches.

S'il n'existe pas de recensement récent, celui de 2011 donnait l'ethnie baloutche majoritaire avec 52%, contre 36% aux Pachtounes et 3% aux Pendjabi. Ces chiffres cachent toutefois de fortes disparités géographiques : les régions frontalières de l'Afghanistan sont majoritairement peuplées de Pachtounes, dont des centaines de milliers de Pachtounes afghans réfugiés depuis 2001¹⁴. Néanmoins, les Baloutches considèrent le Baloutchistan comme leur territoire, dans lequel ce peuple initialement nomade s'est installé dès le 17^e siècle, s'organisant autour du Khanat de Kalat.

Les Baloutches sont des musulmans sunnites, comme l'écrasante majorité des Pakistanais. Leur Islam est séculier et modéré, sur le modèle Hanafi. Ils se divisent en 18 tribus principales, dont les plus importantes : Marri, Bugti et Mengal, dans une moindre mesure. A la tête de chaque tribu se trouve un Sardar ou Nawab, avec une structure pyramidale jusqu'à l'échelon local. L'exécutif régional représentant Islamabad, basé quant à lui à Quetta, compte une quarantaine de membres.

Les tribus baloutches, parfois opposées, partagent un sentiment de dépossession. Cette rancœur s'adresse d'abord à Islamabad, et par extension aux Pendjabis. Elle est notamment formulée par les Bugti, alors que les gisements du Dera Bugti se situent sur leurs terres et que 35% de la population du district s'éclaire à la bougie¹⁵. Cette rancœur

¹¹ Iqbal, Abdul Rauf. "Internal and External Factors in Balochistan Conflict." *ISSRA Papers*, IV, no. 1, 2012

¹² Qui prend en compte les revenus, le niveau de richesse, l'accès à la santé, l'éducation et le niveau de vie "Le Dessous Des Cartes : Le Baloutchistan : Région Stratégique Entre Chine et Inde." *ARTE*

¹³ Kupecz, Mickey. "Pakistan's Baloch Insurgency: History, Conflict Drivers, and Regional Implications." *International Affairs Review*, XX, no. 3, 2012.

¹⁴ Iqbal, Abdul Rauf. "Internal and External Factors in Balochistan Conflict.", *op.cit.*

¹⁵ IRIN, « Au Pakistan, les Bugti rentrent chez eux après neuf années d'exil », 17/02/2014

s'alimente aussi du fait que les Pendjabis trustent les emplois publics et que par son faible poids démographique, le Baloutchistan a peu de députés fédéraux et est exclu des décisions nationales. Cette accusation est aussi adressée aux Pachtounes. Les deux communautés se côtoient plus qu'elles se mélangent¹⁶. Et l'arrivée massive de Pachtounes réfugiés d'Afghanistan risque de renverser l'équilibre démographique.

Cette crainte d'une mise en minorité sur leurs terres ancestrales est officiellement confirmée par la Chambre de commerce du Pakistan. Celle-ci estime que les Baloutches seront minoritaires d'ici 2048 au Baloutchistan¹⁷. En raison de leur taux de croissance naturelle faible de 2,36% par an, mais surtout en raison du boom économique espéré dans la zone, censé attirer des millions de personnes. Cet essor, souhaité et redouté par les Baloutches, est symbolisé par le CPEC, et une ville : Gwadar.

Gwadar, « porte du vent » et d'entrée des capitaux chinois au Pakistan

La ville de Gwadar¹⁸ ne fut pendant longtemps qu'un modeste port de pêche. Elle est devenue un élément majeur de la stratégie mondiale One Belt, One Road ou OBOR chinoise. Ce projet colossal vise à créer de nouvelles routes de la soie entre la Chine, le Moyen-Orient et l'Europe, via notamment un « collier de perles » de ports, dont Gwadar est un élément crucial, à plus d'un titre.

Stratégiquement, l'emplacement permet à la Chine de contrôler le transit des hydrocarbures qui lui sont destinés et de disposer d'une base navale située à l'ouest de l'Inde, son grand rival asiatique. Ces aspects géopolitiques se doublent d'une valeur économique majeure. Relier, comme l'envisage le CPEC, Gwadar à la province du Xinjiang, la plus occidentale de la Chine, permet de gagner 10 000 kilomètres dans les transports à destination de l'Europe. Les hydrocarbures à destination de la Chine n'auraient plus à passer par le détroit de Malacca¹⁹ et cela désenclaverait le Xinjiang ouïghour²⁰.

Il n'est donc pas surprenant que la Chine ait très tôt cherché à assurer le développement de Gwadar, en plus du volet militaire. Dès la genèse du projet de création d'un port de marchandises, en 2002, la Chine se positionne comme principal bailleur de fonds. Cette première phase, terminée en mars 2007, a permis la création d'un port en eaux profondes accueillant des bateaux jusqu'à 25 000 tonnes. C'est néanmoins à partir de la reprise de l'exploitation par la Chine²¹ en 2013, avec un bail d'une quarantaine d'années, et du lancement du CPEC en avril 2015 que le développement de Gwadar est entré dans

¹⁶ Les dix districts situés au nord sont majoritairement Pachtounes, les 22 autres Baloutches

¹⁷ Yousafzai, Fawad. "Chinese to Outnumber Baloch Natives by 2048." *The Nation*, 29 Dec. 2016

¹⁸ Dont le nom signifie porte du vent en ballot

¹⁹ « Dilemme » d'Hu Jintao (Amelot, Laurent. « Le dilemme de Malacca », *Outre-Terre*, vol. 25-26, no. 2, 2010, pp. 249-271

²⁰ Les Ouïghours sont largement rétifs au contrôle par Pékin et manifestent pour les plus radicaux des tendances séparatistes, voire djihadistes dans le cas du Parti islamique du Turkestan.

²¹ Via la compagnie paraétatique chinoise China Overseas Port Holding Company

une nouvelle dimension. Le projet vise à arriver en 2055 à un port aux dimensions titanesques : 50 km de quais pouvant recevoir des tankers jusqu'à 200 000 tonnes, une capacité d'accueil totale de 400 millions de tonnes (l'équivalent de Rotterdam), des terminaux pétroliers, un aéroport international, une zone franche de 900 hectares... les chiffres dépassent les superlatifs²².

Le CPEC est un projet majeur pour le Pakistan. D'un montant de 47 milliards de dollars à l'époque, soit 20% du PIB pakistanais, il vise à créer un corridor entre Gwadar et Kashgar au Xinjiang²³. Sur ce budget, depuis revu à la hausse à 62 milliards, 28 milliards de projets doivent être réalisés d'ici fin 2018, constituant le lot *early harvest*, dont un milliard pour le seul port de Gwadar. Centrales électriques, routes, voies de chemin de fer et de métro, pipelines... C'est le visage du Pakistan, et notamment sa partie ouest, qui promet d'être transformé. « La nation tout entière tirera profit de Gwadar, [mais ses premiers bénéficiaires seront] les gens de Gwadar et de l'ouest du Pakistan » affirme Dostain Khan Jamalini, ministre pakistanais des ports et du transport maritime²⁴.

Cependant, deux ans après le lancement du projet, l'enthousiasme est largement retombé. Sur les 17 projets énergétiques du *early harvest*, seuls deux concernent la région, faisant dire aux leaders locaux que le CPEC ne fait qu'accentuer la domination du Pendjab sur le reste du pays et la « spoliation » du Baloutchistan. Le bilan effectué par Taj Haider²⁵, à la tête du comité spécial du Sénat pakistanais sur le CPEC, ne vient pas les contredire. D'après son rapport de fin 2016, les investissements dans le port de Gwadar sont très en retard par rapport à ceux faits dans celui de Karachi. Les investissements dans l'autoroute et la voie de chemin de fer reliant Gwadar au Khyber Pakhtunkhwa n'ont pas été entamés alors que des autoroutes et Métrobus sont en construction à Karachi. Et seuls quelques cargos accostent chaque mois d'après les autorités portuaires²⁶.

Les milliers d'emplois attendus se font attendre, seuls quelques emplois subalternes étant proposés aux locaux. La ville manque toujours d'eau et d'électricité, selon Sajjad Baloch, directeur de l'autorité portuaire de Gwadar²⁷. Les quelques centaines d'expatriés chinois qui résident sur place sont cantonnés dans des préfabriqués sur le port, empêchant toute retombée économique locale. Pire, on estime qu'environ la moitié des 100 000 habitants de Gwadar sont impactés par les travaux d'extension du port²⁸, la plupart délogés sans indemnités ou chassés par la spéculation immobilière, tout comme le port de pêche, relocalisé. Et lorsque le chef d'Etat-Major de l'armée pakistanaise, le général Qamar Javed Bajwa, déclare lors d'une réunion publique à Khuzdar il y a

²² « Dans un coin oublié du Pakistan, la Chine se bâtit un port d'ambition mondiale. » *Le Point*, 25 Oct. 2017

²³ En passant par le Cachemire, au dam de l'Inde et des USA, James Mattis regrettant que le trajet passe par « un territoire disputé » (« CPEC Passes through Disputed Territory: US. » *DAWN.COM*, 8 Oct. 2017)

²⁴ « Dans un coin oublié du Pakistan, la Chine se bâtit un port d'ambition mondiale. », *op.cit.*

²⁵ Baloch, Kiyya. « In Pakistan, Major Chinese Investment Plan Hits More Snags. » *RFE/RL*, RFE/RL, 8 Oct. 2016

²⁶ « Dans un coin oublié du Pakistan, la Chine se bâtit un port d'ambition mondiale. », *op.cit.*

²⁷ *Ibid*

²⁸ *Ibid*

quelques mois : « Le Baloutchistan a malheureusement été négligé pour un ensemble de raisons par le passé, mais plus maintenant », il ne convainc pas vraiment l'assistance²⁹.

Les Baloutches ont donc le sentiment d'être une nouvelle fois exclus des projets réalisés dans leur région, au bénéfice d'Islamabad avec la complicité de la Chine, perçue comme un nouveau colonisateur³⁰. Le malaise est si grand que l'ambassade de Chine a rédigé un communiqué réaffirmant « le CPEC concerne tout le Pakistan et apportera des bénéfices à tous les Pakistanais, y compris les résidents de la partie ouest »³¹. Cette prise de position n'a pas éteint les rancœurs locales, comme en témoignent les sabotages fréquents sur les infrastructures et les agressions dont sont victimes des Chinois, notamment à Quetta et Gwadar. Depuis septembre 2016, 6 travailleurs chinois ont été tués au Baloutchistan. La forte dégradation de la situation sécuritaire autour du CPEC a d'ailleurs forcé le Pakistan, à la demande de la Chine, à créer une force de 15 000 hommes affectée spécifiquement à sa protection. Il faut dire que cette mise à l'écart des Baloutches sur leur terre ajoute à « un sentiment de privation qui remonte à des décennies » pour reprendre les mots d'Abdullah Usman, travailleur social à Gwadar³². Et a réveillé l'irréductibilité des locaux, opposés à la domination d'Islamabad.

LE BALOUTCHISTAN, TERRITOIRE INSURGÉ

Le Baloutchistan est une région rebelle depuis son intégration au Pakistan. Cet indépendantisme, alimenté par le sentiment de relégation économique et politique, se traduit par une tension permanente qui dégénère régulièrement en conflit armé. Le dernier en date dure depuis 2002, avec des pics de violence réguliers, mais cinq guerres civiles ont déjà frappé la région depuis 1947.

Une région instable historiquement

La structuration politique du Baloutchistan et des Baloutches se cristallise autour du Khanat de Kalat. Passée sous tutelle britannique lors du traité de Mastung en 1876, la province baloutche du Pakistan va récupérer ses frontières actuelles : ligne Goldsmith à l'ouest, fixant la frontière avec le Sistan-Baloutchistan iranien ; ligne Durand au nord, marquant la frontière avec l'Afghanistan. Au retrait des Britanniques, le Khan déclare l'indépendance le 15 août 1947, un jour après celle du Pakistan. Une décision inacceptable pour Islamabad qui envahit et annexe le Baloutchistan le 1^{er} avril 1948. Le frère du Khan prend le maquis avec quelques centaines d'hommes. La rébellion ne dure qu'un temps, mais marque durablement les esprits. La brutalité de l'armée pakistanaise choque, tout comme la capture des insurgés à leur reddition, alors que le gouvernement

²⁹ Sayeed, Saad. "Pakistan Army Chief Seeks To Sell Chinese Deal In Restive Balochistan." *RFE/RL*, 10 Jan. 2017

³⁰ La Chine percevra 91% des revenus du port de Gwadar. ("Bad Terms: Pakistan's Raw Deal with China over Gwadar Port." *Asia Times*, 28 Nov. 2017)

³¹ Baloch, Kiyya. "In Pakistan, Major Chinese Investment Plan Hits More Snags.", *op.cit.*

³² "Dans un coin oublié du Pakistan, la Chine se bâtit un port d'ambition mondiale.", *op.cit.*

avait promis l'immunité. Ce sentiment de trahison et d'impossibilité à croire le gouvernement est profondément ancré depuis³³.

En 1955, le gouvernement fédéral lance le plan *One Unit* visant à promouvoir l'unité du Pakistan, notamment autour de la religion, relançant l'insurrection. L'armée pakistanaise marche une nouvelle fois sur Kalat le 6 octobre 1958 et arrête le Khan. Cette décision, et les nombreuses exactions de l'armée, ne font qu'attiser la révolte qui unit pour la première fois les plus grandes tribus, Marri, Mengal et Bugti. Elle prend fin en 1969, avec l'arrivée du général Yahya Khan au pouvoir. Il met fin à la politique *One Unit* et accorde le statut de province autonome au Baloutchistan en 1970.

A la suite des élections de 1972, Zulfikar Ali Bhutto triomphe sauf au Baloutchistan où le National Awami Party qui l'emporte. Etant donné le rôle du NAP dans l'indépendance du Bangladesh en 1971, Bhutto dissout l'exécutif régional, impose la loi martiale et l'arrestation des leaders politiques. Les nationalistes reprennent le maquis, pour la plus grande rébellion Baloutche à ce jour. En 1974, les insurgés contrôlent les voies d'accès au Baloutchistan, stoppant les transports de charbon vers le Pendjab³⁴. Suite au coup d'État du général Zia Ul Haq en 1977, la situation s'apaise une vingtaine d'années. Il négocie une trêve, libère les prisonniers politiques, organise des élections locales. Cette période de calme voit l'islamisation de la société, voulue par Zia pour cimenter le pays autour de la religion. Madrasas radicales et milices religieuses se multiplient, contrepoints aux régionalismes et courants religieux minoritaires³⁵. Des lois condamnant le blasphème sont votées, encourageant le radicalisme. Le retour de la démocratie dans les années 90 permet aux partis baloutches d'accéder aux responsabilités. En 1997, ils forment même l'exécutif local.

Cette période de répit ne résout rien aux problèmes fondamentaux du Baloutchistan : sous-développement, marginalisation, ressentiment envers Islamabad. Le feu couvant sous la cendre, la politique autoritaire du général Pervez Musharraf débouche sur une reprise du conflit au début des années 2000. Le renouvellement des hostilités a des origines multifactorielles : réimposition de la loi martiale ; truquage manifeste des élections locales de 2002 pour disqualifier les partis baloutches ; arrivée massive de Pachtounes fragilisant un équilibre interethnique précaire ; lancement des travaux du port de Gwadar en 2002 qui accentue le sentiment de dépossession des Baloutches. Le gouvernement accentue la répression, notamment au travers des *kill and dump*, consistant à enlever et exécuter des nationalistes. Ces exactions, condamnées par la Cour suprême pakistanaise en 2012, sont le fait de l'ISI, du Frontier Corps et de milices inféodées aux militaires. Selon l'ONG Voices for the Baloch Missing Persons (VBMP), 15 000 personnes auraient disparu³⁶.

³³ Iqbal, Abdul Rauf. "Internal and External Factors in Balochistan Conflict.", *op.cit.*

³⁴ Rizwan, Muhammad, et al. "A Wave of Contemporary Insurgency in Balochistan." *IOSR Journal of Humanities and Social Science*, vol. 19, no. 2, 2014, pp. 97-105.

³⁵ Deutsche Welle. "Pakistan's Islamization - before and after Dictator Zia-Ul Haq." *DW.COM*

³⁶ GRARE Frédéric, "Balochistan: the state versus the nation", Carnegie Endowment for International Peace, 2013

Le charismatique ex-gouverneur Nawab Akbar Bugti dirige la révolte et le cycle de violence s'accélère : en mars 2005, 10 soldats sont tués par la Baloch Liberation Army, qui revendique aussi un attentat qui tue trois Chinois. De nombreuses installations militaires et civiles sont attaquées. Tenu pour responsable, Nawab Akbar Bugti est exécuté par l'armée le 26 octobre 2006. Considéré comme un héros, sa mort, tout comme celle du leader du BLA Nawabzada Baloch Marri en 2007, radicalise. Attaullah Mengal, leader modéré, dresse un bilan sans appel : « Le temps des luttes politiques est terminé [...] Il ne s'agit pas de l'armée pakistanaise. Il s'agit d'une armée de Pendjabi responsable de violations des droits de l'Homme et le point de non-retour est atteint pour les Baloutches »³⁷.

Il faut attendre la chute du général Musharraf, en 2008, pour voir l'option du tout militaire en partie délaissée. Le nouveau président, Asif Ali Zardari, présente ses excuses aux Baloutches pour les exactions passées et assure vouloir œuvrer à l'augmentation de leur niveau de vie. Néanmoins, la situation actuelle reste très compliquée, tant du fait des errements du gouvernement fédéral que de la fragmentation de l'opposition baloutche, engluée dans un conflit sans issue.

L'insurrection baloutche, morcelée et dans l'impasse

Si les attaques menées par des militants baloutches se poursuivent, l'insurrection est en perte de vitesse. Selon le gouvernement provincial, la violence a par exemple baissé de 70% dans le district de Kech entre 2013 et 2017³⁸. Cette perte de vigueur des *sarmachars*³⁹ s'explique par plusieurs facteurs : perte de soutien des populations locales, lassées d'être prises dans le feu croisé des violences ; impossibilité d'une victoire militaire, tant la supériorité de l'armée est insurmontable ; fragmentation des groupes indépendantistes ; meilleure prise en compte des besoins des Baloutches dans les politiques fédérales, notamment par le biais de grands chantiers économiques.

Le morcellement des Baloutches est autant lié à des problèmes structurels historiques qu'à des divergences tactiques récentes. Les groupes armés baloutches sont divisés sur des bases ethniques, géographiques, mais aussi sur l'attitude à adopter face à Islamabad et sur les moyens d'actions. La Baloch Liberation Army est l'un des plus importants. Avec 3000 hommes, largement Marris, elle est dirigée par Hyrbyair Marri, en exil au Royaume-Uni, suite à la mort de son frère Balach. Clandestine, elle milite pour un grand Baloutchistan indépendant. Elle est proche d'une organisation estudiantine, la Baloch Student Organization-Azad, l'une de ses principales voies de recrutement.

L'United Baloch Army, fondée en 2010 suite à des dissensions au sein de la BLA, a le même objectif que son aînée mais adopte des méthodes bien plus violentes, s'en prenant notamment aux civils pendjabis, comme dans une attaque ayant tué une vingtaine de

³⁷ DAWN. "Balochistan at Point of No Return, Mengal Tells Nawaz." *DAWN.COM*, 20 Dec. 2011

³⁸ Baloch, Kiyya. "Amid Weakening Insurgency, Peace Returning To Remote Balochistan Corner" *RFE/RL*, 18 Avr 2017

³⁹ Combattants indépendantistes en langue balo.

civils circulant dans un bus dans le Mastung en mai 2015. Des affrontements avec le BLA ont été rapportés en novembre 2014⁴⁰.

La Baloch Republican Army. D'après les services de sécurité pakistanais, cette faction serait liée au Baloch Republican Party et les deux seraient dirigés par Brahamdagh Khan Bugti, en exil à Zurich. Petit fils de Nawab Akbar Bugti, il milite pour le grand Baloutchistan, et tente de mobiliser la communauté internationale, dont l'Inde. La BRA serait notamment responsable d'un attentat contre le réseau électrique haute tension du Pakistan, provoquant un black-out en janvier 2015⁴¹.

Le Balochistan Liberation Front est dirigé par Allah Nazar Baloch. Kidnappé et torturé par les forces pakistanaises en 2005, il a pris le maquis. Son groupe est notamment responsable de la mort d'une vingtaine d'ouvriers du CPEC en avril 2015, ainsi que d'une vingtaine de migrants pendjabi en novembre 2017⁴². Vent debout contre un projet visant selon lui à spolier le Baloutchistan, Allah Nazar est aussi l'ex-leader de la Baloch Student Organization. Cette organisation étudiante est depuis les années 60 un creuset d'indépendantisme au sein des classes moyennes éduquées. Ces dernières constituent désormais l'un des piliers de la contestation. Les jeunes Baloutches, majoritairement urbains, éduqués et au chômage, éprouvent un vif ressentiment envers les projets économiques se déroulant à leurs portes et dont ils ne bénéficient pas. Cette modification sociologique des combattants a déplacé les affrontements des montagnes aux grandes villes comme Quetta⁴³.

Aux côtés des groupes armés, des partis politiques, plus modérés, existent. Citons notamment le Baloch National Party, qui dirigea la région en 1997. Mené par Akhtar Mengal, ce parti réclamant l'autonomie a été particulièrement ciblé par des actions menées par les forces armées pakistanaises ou ses supplétifs. Le parti demande désormais un référendum d'autodétermination. Le Baloch National Movement, soutient l'idée d'un grand Baloutchistan. Lui aussi a été durement visé par les actions extrajudiciaires, dont son leader Ghulam Mohammed Baloch, assassiné en 2009 par l'armée. Enfin, Le National Party d'Abdul Malik Baloch milite pour l'autonomie au sein du Pakistan, ce qui n'a pas empêché plusieurs de ses leaders d'être victimes de la répression.

La cause baloutche est donc un kaléidoscope de groupes aux revendications et moyens d'action divergents. Une radicalisation progressive est en cours, due tant aux méthodes illégales pakistanaises qu'à l'impasse dans laquelle se trouvent ces mouvements, les poussant à l'escalade violente. Cette surenchère entraîne une lassitude des civils, pris dans un conflit sans issue. La guérilla est également orpheline d'un véritable leader. La plupart des fédérateurs ont été tués par l'armée et l'un des derniers, Nawab Khair Baksh Marri, est décédé en 2014, ses 5 enfants se déchirant sur sa succession.

⁴⁰ *Les acteurs du conflit armé au Baloutchistan*. DIDR - OFPRA, 2015

⁴¹ *Ibid.*

⁴² DAWN "BLF commander, allegedly involved in killing of 15 near Turbat, killed: ISPR" *DAWN.COM*, 17 Nov.2017

⁴³ GRARE Frédéric, "Balochistan: the state versus the nation", op.cit.

Parallèlement, le retour de la démocratie au Pakistan a permis aux gouvernements pakistanais successifs d'adopter une posture moins martiale, et de tenter de lancer des projets de développements dans la zone. Le plan *Aghaz e Huqooq*⁴⁴ *Balochistan*, annoncé le 24 novembre 2008, vise notamment à garantir le retour des exilés politiques, le retrait de l'armée de certaines zones et un meilleur développement économique via des emplois réservés aux Baloutches. De même, une refonte du mode d'allocation des royalties sur les richesses naturelles est mise en place en 2010⁴⁵.

Le plan *Aghaz e Huqooq* n'ayant été que partiellement réalisé, le nouveau premier ministre Nawaz Sharif lance en 2015 le *Purman*⁴⁶ *Balochistan Program*. Il permet de transférer des actifs fédéraux au gouvernement provincial et garantit des postes aux Baloutches dans les compagnies gazières. Dans le même temps, l'armée lance des actions civilo-militaires pour redorer son image et des campagnes de recrutement visant à atténuer « l'image pendjabi » ciblent les Baloutches.

L'exécutif local, dirigé entre 2013 et 2015 par le National Party d'Abdul Malik Baloch, a également tenté d'œuvrer à la détente. Le leader annonce notamment en 2015 le démantèlement des groupes paramilitaires progouvernementaux : « Ce que nous connaissions sous le nom d'escadrons de la mort ou forces de contre-insurrections avaient une influence extrêmement négative sur l'application de la loi et de l'ordre au Baloutchistan... Nous en avons discuté avec la hiérarchie militaire et ceux-ci ont modifié leur politique »⁴⁷. Cette information a néanmoins été démentie par des acteurs de terrain comme Nasrullah Baloch, l'un des leaders de Voices for Baloch Missing Persons : « Dans la plupart des districts du Baloutchistan, ces groupes sont actifs. Certaines des personnes qui étaient impliquées dans ces activités ont été remplacées par de nouvelles têtes »⁴⁸. Néanmoins, la démarche d'Abdul Malik Baloch a fait baisser la tension, et des négociations secrètes ont même été menées à l'été 2015 pour tenter de convaincre Brahumdagh Bugti de revenir d'exil. Si elles n'ont pas abouti, elles témoignent d'une volonté partagée de résoudre la crise. Le remplacement de Baloch par Nawab Sanaullah Khan Zehri, un proche de Nawaz Sharif, fait espérer une continuation de la détente. La démission forcée de Sharif en juillet 2017 jette cependant un voile sur cette dynamique vertueuse, qui a permis à un quart des 200 000 Bugti déplacés par le conflit de revenir sur leurs terres⁴⁹.

⁴⁴ « Le début des droits », Rizwan, Muhammad "A Wave of Contemporary Insurgency in Balochistan.", op.cit.

⁴⁵ La part attribuée aux régions passe de 47 à 56%. Le calcul inclut les revenus de la population (5%), les retards de développement (10%) et la densité de population (2,7%) et 82% pour le niveau de population. *Ibid*

⁴⁶ Littéralement paisible

⁴⁷ Siddique, Abubakar. "Balochistan Rights Workers Challenge Government Claim Over 'Death Squads'" *RFE/RL*, 21 Sep. 2015

⁴⁸ *Ibid*

⁴⁹ Baloch, Kiyya. "Amid Weakening Insurgency, Peace Returning to Remote Balochistan Corner", op.cit.

Quel avenir pour la lutte indépendantiste ?

Le conflit baloutche semble aujourd'hui dans l'impasse. Incapables de faire la différence militairement, les indépendantistes baloutches hésitent entre radicalisation et appel à la communauté internationale, alors que la population s'est lassée des rêves d'indépendance. Selon un sondage de juin 2012, seuls 37% des Baloutches ethniques souhaitaient l'indépendance et seuls 12% des Baloutches et Pachtounes cumulés soutenaient cette option. Ils étaient en revanche 67% cumulés à souhaiter une large autonomie vis-à-vis d'Islamabad⁵⁰. Le gouvernement fédéral a donc une belle carte à jouer, pour peu qu'il souhaite gagner les cœurs et les esprits au Baloutchistan.

Pour ce faire, la feuille de route discutée par une commission du Parlement pakistanais en septembre 2004 en vue de prévenir un nouvel embrasement semble toujours d'actualité. Si Musharraf n'avait pas jugé utile d'en tenir compte, elle reste applicable : paiement des taxes gazières directement au gouvernement provincial, augmentation de sa représentation au sein des compagnies extractrices et de l'autorité portuaire de Gwadar ; investissements massifs du gouvernement fédéral dans les infrastructures et l'éducation ; respect et augmentation des quotas d'emplois pour les locaux ; arrêt des exactions et démantèlement des milices, telle celle de Shafiq Mengal, Tehreek-e-Nifaz-e-Aman Balochistan (TNAB). Si celui-ci estime lutter pour « arrêter le jeu mené au Baloutchistan par les puissances étrangères »⁵¹, son groupe et les autres milices poussent à la radicalisation du conflit.

Le morcellement côté indépendantiste n'aide cependant pas le gouvernement fédéral à négocier. Certains leaders, constatant l'impasse sur le terrain, balancent entre négociations et appels à la communauté internationale pour faire pression sur le Pakistan. Pour ce faire, ils peuvent compter sur le soutien de l'Inde. Delhi⁵² a appuyé la plainte du BRP contre le Pakistan auprès de la Cour Pénale Internationale, et proposé à Brahamdagh Bugti de l'accueillir pour former un gouvernement en exil en 2016. Le gouvernement Modi a soulevé le problème du Baloutchistan au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU en septembre 2016. Modi a même profité de son discours lors de la fête de l'indépendance en août 2016 pour prendre position : « Le temps est désormais venu pour le Pakistan de répondre de ses crimes commis envers les habitants du Baloutchistan »⁵³.

Ce discours salué par les leaders en exil a été diversement apprécié sur place. Beaucoup de Baloutches y ont vu une justification à la propagande de l'armée, qui voit la main de l'Inde derrière chaque indépendantiste, justifiant toutes les dérives au nom de la lutte contre le rival de toujours. Cette prise de position n'a d'ailleurs pas été suivie d'un appui

⁵⁰ GRARE Frédéric, "Balochistan: the state versus the nation", op.cit.

⁵¹ Siddique, Abubakar. "Balochistan Rights Workers Challenge Government Claim Over 'Death Squads'", op.cit.

⁵² Ainsi que Kaboul et Dacca.

⁵³ "India Stirs Tensions With Balochistan Comments" RFE/RL, 15 Aug. 2016

décisif aux indépendantistes⁵⁴. Le relatif échec de la mobilisation internationale ne peut qu'encourager la radicalisation, tout comme la présence de plus en plus forte de militants djihadistes sur place.

Car, pour contrer et diviser les Baloutches, les services de sécurité du Pays des Purs ont joué la carte islamiste. Reprenant une politique bienveillante envers les islamistes radicaux lancée par Zia Ul Haq et réactivée par Musharraf, l'ISI a encouragé la création de madrasas salafistes et l'implantation de groupes radicaux tels Lashkar e Janghvi. Ce radicalisme a percolé au sein d'une partie de la mouvance nationaliste, qui en a repris les éléments de langage. Nawab Khair Baksh Marri déclare ainsi « Je pourrais vivre avec un cochon mais pas avec des Pendjabi »⁵⁵. Cette politique d'islamisation a entraîné une aggravation de la situation, le Pakistan perdant petit à petit le contrôle des djihadistes. Désormais, le principal risque sécuritaire au Baloutchistan n'est plus la rébellion baloutche mais l'extrémisme islamiste, incarné par l'implantation récente de Daesh dans le pays.

LE BALOUTCHISTAN, FUTUR CENTRE DES TENSIONS RÉGIONALES ?

L'année 2016 marque l'arrivée sanglante de Daesh au Baloutchistan. Entre août et novembre, le groupe commet plusieurs attentats, faisant entrer la zone sur la carte du djihadisme mondial.

Le Baloutchistan, terre de djihad

Alors qu'en 2014 et 2015, les attentats suicides ne tuent « que » 14 personnes, 2016 voit neuf attaques suicides se succéder, tuant environ 250 personnes. 2017 confirme cette tendance à la radicalisation de la violence, qui vise désormais les civils, notamment chiites. Le 5 octobre 2017, 24 chiites sont tués dans un attentat suicide à Jhal Magsi, revendiqué par Daesh. Le 9, 5 chiites sont exécutés à Quetta⁵⁶. Cette explosion du terrorisme sectaire au Baloutchistan inspire ce constat lucide du ministre de l'intérieur local, Sarfaraz Bugti : « Le Baloutchistan est à l'avant-garde de la guerre contre le terrorisme et nous ne nous arrêterons que lorsqu'il n'y aura plus un terroriste dans la zone »⁵⁷. Cette déclaration martiale semble néanmoins très optimiste, étant donné la multiplication des groupes djihadistes sur place, parfois avec l'encouragement des services de sécurité pakistanais.

L'installation des Talibans au Baloutchistan a constitué un élément majeur de radicalisation. L'implantation du leadership à Quetta et la mainmise du groupe sur les

⁵⁴ On peut signaler quelques mesures symboliques, telle celle d'All India, qui a renforcé son offre en langue baloutche via le lancement d'un site web et d'une application dédiée en septembre 2016.

⁵⁵ Akbar, Malik Siraj. "Nawab Marri Interview." *The Baluch*, 14 June 2008

⁵⁶ Pti. "Five Shia Hazara Community Members Gunned down in Pakistan." *The Indian Express*, 9 Oct. 2017

⁵⁷ "Bombing Targets Pakistani Security Forces, Killing At Least Seven", *RFE/RL*, 18 Oct. 2017

districts du nord a permis la création de zones propices à héberger les groupes violents. A commencer par le Tehrik-e-Taliban Pakistan, ou TTP, aussi appelés Talibans pakistanais, qui souhaite imposer la charia au Pakistan.

Les Talibans et le réseau Haqqani, leur bras armé, ont passé une sorte de pacte tacite de non-agression réciproque avec les forces de sécurité pakistanaises. En témoignent par exemple l'implantation de la choura à Quetta, les quêtes organisées au vu et au su de tous dans tout le Baloutchistan⁵⁸, et le fait que le successeur du Mollah Omar, Aktah Muhammad Mansour, a été tué au Pakistan, dans ce qui constitue à ce jour la seule frappe de drone américaine au Baloutchistan. Mais nombre de groupes djihadistes au Baloutchistan ambitionnent de faire de la zone un nouveau califat. Tel le TTP, implanté aussi bien au Baloutchistan que dans les zones tribales, mais aussi le Jamaat-ul-Ahrar (JuA), dont le leader Omar Khalid Khorasani a été tué en juillet 2016 dans une frappe de drone américaine en Afghanistan. Ce groupe s'est détaché en 2014 du TTP pour prêter allégeance à Daesh et a notamment revendiqué l'attentat contre l'hôpital de Quetta du 8 août 2016.

Lashkar-e-Jangvi (LeJ) constitue un autre groupe ayant aidé à l'implantation de Daesh. Partageant le même socle idéologique anti-chiite que le JuA et Daesh, le LeJ s'est rendu coupable de nombreuses exactions au Baloutchistan, dont le tout premier attentat suicide massif envers la communauté le 4 juillet 2003 contre une mosquée où 53 fidèles ont perdu la vie. L'origine du LeJ témoigne de la complaisance dont ont fait preuve les autorités pakistanaises envers l'implantation d'extrémistes au Baloutchistan, notamment pour affaiblir les nationalistes. Le groupe est ainsi soutenu par diverses organisations pourtant interdites ailleurs au Pakistan, comme Sipah-e-Sahaba Pakistan (SSP) et son successeur Ahle Sunnat-Wal-Jamaat. Le SSP fut soutenu dans les années 80 par le gouvernement pakistanais pour lutter contre l'influence iranienne sur la minorité chiite du pays. Et ce soutien semble avoir également bénéficié au LeJ, de l'aveu même d'un ancien officier de l'ISI : « Jusqu'à cette attaque [celle de juillet 2003, NDLA], nous percevions les hommes de la LeJ comme des alliés, voire des amis. Leurs activités étaient considérées comme gérables. Mais les attaques contre les Hazaras ont modifié cette perception. Dès lors, nombre d'entre nous ont cessé de les considérer comme des alliés, mais beaucoup d'entre nous ont continué de les considérer de la même façon »⁵⁹.

Certaines des milices paramilitaires coupables d'exactions envers les Baloutches entretiennent également des liens avec la nébuleuse salafiste. Ainsi, Shafiq Mengal et son TNAB sont soupçonnés d'avoir formé des kamikazes pour des attentats anti-chiites⁶⁰. Le parcours de Shafiq Mengal constitue un cas idéal de radicalisation. Fils d'un ancien ministre fédéral du pétrole, Shafiq Mengal a vraisemblablement bénéficié de la complaisance de Rawalpindi⁶¹ pour installer sa milice au Baloutchistan en 2008, au

⁵⁸ D'après Allah Dad, leader de la Jamiat Ulema e Islam qui en organise lui-même dans sa mosquée à Zhob, des collectes sont organisées dans au moins une quinzaine de lieux, rien qu'à Quetta (Kakar, Boriwal, and Abubakar Siddique. "Pakistani Clerics Raise Funds For Afghan Taliban's War." *RFE/RL*, RFE/RL, 5 June 2017)

⁵⁹ Human Rights Watch, "We are the walking deads – Killings of Shia Hazaras in Balochistan, Pakistan", June 2014

⁶⁰ "Death Squad Leader Shafeeq Mengal Is Organizing ISIS in Balochistan." *Baluch Sarmachar*, 19 Sept. 2016

⁶¹ Ville où se trouve le siège de l'armée pakistanaise

moment de la généralisation des *kill and dump*. Installé à Khuzdar au centre du Baloutchistan, le groupe, initialement appelé Musala Diffa Tazeem puis Haq Na Tawar⁶², s'est rendu coupable de nombreuses exactions dont une fosse commune contenant 164 corps, découverte en 2014⁶³. Devenues progressivement incontrôlables, les forces pakistanaises, notamment le *Frontier Corps*, ont tenté de mettre un terme à son action à partir de 2014. Cela n'a fait que radicaliser Shafiq Mengal, désormais l'un des leaders du LeJ. Des témoins ont fait état d'un voyage de Mengal en Syrie en 2016, où il aurait rencontré des cadres de Daesh. Rentré avec plusieurs *foreign fighters*, Mengal a depuis consolidé ses camps d'entraînements près des villes de Khuzdar, Waddah et Baghban et lance des campagnes de recrutement en se réclamant d'Al Baghdadi⁶⁴.

Le Baloutchistan devient progressivement un sanctuaire pour Daesh, qui a regroupé sous sa bannière des groupes djihadistes locaux. Sa létalité et l'importance des cibles visées ne font qu'augmenter, témoignant d'une assise de plus en plus ferme. Ces derniers mois, Daesh a notamment revendiqué l'attaque d'un convoi de sénateurs et le kidnapping et l'exécution de deux Chinois à Quetta⁶⁵, entraînant la première réaction d'ampleur. L'armée a attaqué une base commune de Daesh et du LeJ située dans les montagnes du Mastung, tuant 12 djihadistes le 4 juin 2017. L'opération a permis la saisie de nombreuses armes et explosifs, accréditant la puissance militaire de Daesh dans la zone.

Le positionnement géographique du Baloutchistan, son statut de zone de non-droit, de trafics et la présence de nombreuses madrasas et groupes armés salafistes en font une zone stratégique pour Daesh. Bénéficiant d'un terreau favorable, il peut atteindre depuis là l'Afghanistan et porter le djihad jusqu'en Iran chiite. Pour la lutte en Iran, il s'appuie notamment sur un groupe baloutche iranien qui possède historiquement ses bases arrière au Pakistan, la Jundullah⁶⁶. Il convient d'en dire un mot, tant son potentiel déstabilisateur à long terme au Baloutchistan pakistanais est grand.

La Jundullah est à l'origine un mouvement indépendantiste Baloutche iranien. S'il partage le même agenda nationaliste que ses homologues Baloutches pakistanais, la dimension religieuse a toujours été présente dans son discours, les Baloutches étant une minorité sunnite en terre chiite. L'arrestation et l'exécution de son leader Abdulmalik Rigi en 2010 a entraîné une fragmentation et une radicalisation du mouvement. S'associant avec d'autres militants baloutches, la principale faction à avoir émergé se nomme Jaish Al Adl⁶⁷, aussi nommée Lashkar e Khurasan, codirigée par Salahuddin Farooqui et le Mollah Omar, simple homonyme du défunt leader des Talibans. Le Mollah Omar et ses hommes ont abandonné la rhétorique plutôt nationaliste de Rigi pour se focaliser sur le conflit sunnite / chiite prôné par Daesh. Il n'hésite pas à revendiquer ses

⁶² Respectivement Parti de défense armée et Voix de la vérité en Brahvi

⁶³ "State's Deadly Weapon, Shafiq Mengal - The Balochistan Post Report." *The Balochistan Post*, 9 Oct. 2017

⁶⁴ "Death Squad Leader Shafeeq Mengal Is Organizing ISIS in Balochistan." *Baluch Sarmachar*, op.cit.

⁶⁵ "Gandhara Podcast: The Gathering IS Storm In Balochistan." *RFE/RL*, 21 June 2017

⁶⁶ Littéralement les soldats de Dieu

⁶⁷ Littéralement l'armée de la justice

actions au nom « des crimes commis par les Gardiens de la Révolution en Syrie »⁶⁸. Le groupe est notamment responsable du meurtre de 10 gardes-frontières iraniens le 27 avril 2017⁶⁹. Il opère par-delà la frontière depuis ses bases situées dans les districts frontaliers de Chaghai, Washuk Panjgur et Kech et se finance notamment via le contrôle d'une partie du trafic d'opium venu d'Afghanistan et qui transite par Gwadar⁷⁰.

En réponse, Téhéran a mené plusieurs opérations contre Jaish Al Adl, avec des incursions en territoire pakistanais pour poursuivre ses ennemis, notamment en 2014. Si un plan de sécurisation de la frontière a été signé par l'Iran et le Pakistan suite à ces incidents, il est resté lettre morte et une escalade n'est pas à exclure, par exemple lorsque le Pakistan a abattu un drone iranien qui avait franchi la frontière en juin 2017⁷¹. Une aggravation des tensions est d'autant moins à exclure que l'Iran a plusieurs fois menacé d'intervenir militairement au Pakistan pour détruire les sanctuaires terroristes. Téhéran accuse également le Pakistan de passivité voire de complicité avec les terroristes, que l'Iran accuse d'être également soutenus par l'Arabie Saoudite⁷².

Ici se situe l'un des principaux risques pour le Baloutchistan. En raison de la forte augmentation des tensions entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, il risque de devenir une nouvelle zone d'affrontement entre les deux pays. Tout y concourt : la présence de djihadistes sunnites violents, les exactions envers une minorité chiite qui s'y multiplient, l'aggravation des actions de Daesh en Iran et un Etat pakistanais débordé par la situation et accusé de duplicité. Pour ajouter aux tensions, le retour des Hazaras combattant comme supplétifs au côté des Iraniens en Syrie⁷³ risque d'entraîner la création de milices d'auto-défense, avec ou sans soutien de Téhéran.

Dans cette lutte pour la suprématie régionale, les militants baloutches risquent de se retrouver pris entre deux feux et marginalisés. Quelques affrontements armés entre factions indépendantistes baloutches et militants djihadistes ont été signalés, mais tout indique un recul inexorable de la cause baloutche, au profit des actions terroristes sectaires. Et si l'Etat ne parvient pas à rétablir un semblant de contrôle sur la zone, le Baloutchistan a de fortes chances de devenir le nouveau terrain d'affrontement entre l'Iran et l'Arabie Saoudite. Pour le malheur du Baloutchistan, à cet affrontement s'en superpose un autre, d'échelle mondiale : la lutte entre l'Inde et la Chine.

Le Baloutchistan, au cœur de la rivalité Inde-Chine

⁶⁸ Farooq, Umar. "The Dangerous Drug-Funded Secret War Between Iran and Pakistan." *The Daily Beast*, 29 Dec. 2014

⁶⁹ Reuters. "Militants Kill 10 Iranian Border Guards in Attack on Frontier with Pakistan." *The Guardian*, 26 Apr. 2017

⁷⁰ ANI "Narco-Terror Network Lashkar-e-Khorasan Being Used by Pakistan for Ethnic Cleansing" *Business Standard*, 13 Jul 2017

⁷¹ Zahid, Farhan. "Jaish Al-Adl's Reemergence Threatens Iran-Pakistan Relations." *Terrorism Monitor*, vol. 15, no. 14, 14 Jul 2017

⁷² Hamadeh, Nidal. "Pakistani-Saudi Role in Financing, Training 'Jaish Al-Adl' Active in Sistan." *AlManar TV Website*, 18 Nov. 2013

⁷³ Environ un millier de chiites pakistanais font partie de la brigade Zaynabyoun formée par les Pasdarans

Si le Baloutchistan est une région stratégique à plus d'un titre pour la Chine, tout ce qui s'y passe est suivi avec grand intérêt par l'hyper rival du Pakistan et deuxième géant d'Asie après la Chine, l'Inde.

En miroir du CPEC, l'Inde a lancé en mai 2016 le projet INSTC, pour International North South Transportation Corridor. Son but : relier l'Inde à l'Asie centrale et à Moscou, en contournant le Pakistan. Pour cela, l'Inde mise sur le port iranien de Chabahar, situé à moins de 100km de Gwadar. La première étape, prévue pour 2018, verra l'Inde investir 500 millions d'euros dans la modernisation du port accueillant les marchandises venues de Mumbai, et dans la construction d'un corridor reliant Chabahar à Delaran en Afghanistan. Ce projet est crucial pour permettre à l'Inde d'exporter en Asie centrale et accéder aux matières premières de la région. Il permet aussi de contourner le Pakistan tout en offrant à l'allié afghan un débouché économique indépendant d'Islamabad.

La concurrence manifeste entre le CPEC et l'INSTC donne un relief particulier à la façon dont Delhi se positionne sur la question baloutche. Tout soutien à la cause des indépendantistes permet au gouvernement indien de faire pression non seulement sur le Pakistan mais aussi de retarder le projet lancé par la Chine. La concomitance temporelle entre le lancement de l'INSTC et la prise de position de Narendra Modi sur le sujet baloutche n'est d'ailleurs peut-être pas totalement fortuite.

Cette tentative d'encercllement ne peut que déplaire au Pakistan, déjà prompt à accuser l'Inde de soutenir la guérilla baloutche. S'il est courant au Pakistan d'accuser l'Inde de tous les maux, certains faits accréditent en partie la version de Rawalpindi. Pour Sashank Jashi, fellow au Royal United Service Institute, l'Inde et « ses mouvements au Baloutchistan sont essentiellement des déplacements tactiques pour dissuader le Pakistan d'agir au Cachemire ». Si un soutien financier ou matériel ponctuel du *Research and Analysis Wing*, les services secrets indiens, est probable, il n'atteint probablement pas les proportions citées par Islamabad.

Il n'en demeure pas moins qu'une escalade de la violence baloutche entraînerait une réponse du Pakistan au Cachemire. Ceci constitue un motif d'inquiétude à long terme, d'autant que désormais, toute violence sur place impacte le CPEC chinois, l'autre rival de l'Inde en Asie. Fort heureusement, divers éléments amènent à pondérer ce scénario de tensions croissantes entre puissances nucléaires.

Côté indien, trop soutenir la cause baloutche risquerait d'indisposer l'Iran, qui lutte elle-même contre une guérilla baloutche, mettant en danger le projet à Chabahar. Encourager les actions baloutches envers le CPEC alignerait Pékin sur Islamabad, alors que la Chine montre certains signes d'agacement envers son allié. La déclaration finale du sommet des BRICS en septembre 2017 constitue un camouflet pour le Pakistan et condamne une dizaine de groupes terroristes, la plupart hébergés au Pakistan⁷⁴, les

⁷⁴ LeJ, Talibans et réseau Haqqani, Pakistan Islamist Party, Juhna Islamyah, Jaish e Muhammad, Hizb ut Tahrir, Lashkar e Taiba, TTP

« attaques terroristes qui tuent des civils afghans » et « soutient le gouvernement afghan dans sa lutte anti-terroriste ». Cette déclaration ne marque pas un schisme entre Pékin et Islamabad, d'autant que les officiels chinois l'ont minimisé dans la foulée. Mais elle consacre le fait que la Chine ne partage pas forcément les objectifs pakistanais, notamment lorsque ses intérêts économiques sont en jeu. L'empire du Milieu souhaite commercer mondialement avec des zones pacifiées, ce qui s'oppose aux tentatives de l'ISI de jouer la carte du radicalisme islamiste. Cela étant, la Chine ne peut totalement se couper de l'un de ses rares véritables alliés. Parce que la sécurité de ses investissements autour de Gwadar est tributaire des forces de sécurité pakistanaises, mais aussi car demander au Pakistan de sévir plus fortement sur les djihadistes ferait passer la Chine comme un nouvel ennemi des radicaux. S'en suivrait une augmentation probable des actes hostiles envers les investissements et ressortissants chinois, un risque que Pékin veut éviter.

Le Baloutchistan se situe donc au croisement de dynamiques mondiales à même de faire basculer cette zone historiquement fragile dans le chaos. Elle concentre les intérêts économiques concurrents de l'Inde et de la Chine et se retrouve sur la carte du djihadisme mondial, risquant de devenir un point chaud de la lutte indirecte entre l'Iran et l'Arabie Saoudite. Face à cet ensemble de tensions, le Pakistan semble relativement désarmé et impuissant. D'autant que l'autre allié sécuritaire du pays, les Etats unis, montre des signes d'agacement. Islamabad marche sur la corde raide.

Le Baloutchistan, miroir des faiblesses du Pakistan

L'administration Obama ne manifestait que rarement sa défiance envers le Pakistan. L'arrivée de Donald Trump a entraîné un durcissement : « nous ne pouvons plus garder le silence sur le fait que le Pakistan est un sanctuaire pour des organisations terroristes »⁷⁵. Les officiels pakistanais ont depuis multiplié les déclarations témoignant d'une envie d'agir. Khawza Muhammad Asif, ministre des Affaires étrangères, déclare ainsi : « Chaque pakistanais doit se demander si les personnes que nous avons chaperonnées depuis 30 ou 40 ans sont toujours nos atouts stratégiques aujourd'hui »⁷⁶. Car à la pression américaine s'ajoute celle de la Chine, en quête de stabilité partout où elle s'implante.

Pour Pékin, la présence de groupes radicaux nuit aux affaires. L'un des objectifs du CPEC étant de développer le Xinjiang pour y empêcher l'envol du djihadisme, la Chine ne souhaite pas que ces voies de communication permettent aux radicaux de s'interconnecter. Pékin incite donc son allié à se joindre à sa stratégie de développement, qui passe par un abandon du soutien aux extrémistes. Ainsi, Xi Jinping,

⁷⁵ Frud, Bezhah. "Five Takeaways From Trump's New Afghan Strategy" *RFE/RL*, 22 Aug. 2017

⁷⁶ Siddique, Abubakar. "China, Pakistan Poised To Clash Over Militant Sanctuaries" *RFE/RL*, 6 Sep. 2017

lors de la signature du CPEC, déclare : « La Chine va œuvrer avec le Pakistan pour faire avancer le processus de réconciliation et de transition pacifique en Afghanistan »⁷⁷.

Cette pression diplomatique et l'aggravation de la situation ont poussé le Pakistan à prendre plusieurs mesures. L'armée pakistanaise a réalisé 46 kilomètres d'une clôture pour prévenir les infiltrations depuis l'Afghanistan : trois mètres de haut, avec barbelés et caméras, elle sera déployée le long des 2500 kilomètres de la frontière, pour un coût de 500 millions de dollars. Cette initiative n'a pas le soutien afghan, car elle crée un tracé sur des zones disputées. Plus globalement, un plan d'action contre le terrorisme a été adopté en décembre 2014. Le National Action Plan, ou NAP, en 20 points, permet notamment de : rétablir la peine de mort ; établir des cours de justice militaire pour les terroristes ; réguler les séminaires religieux ; bloquer le financement du terrorisme. Le point 17 permet à l'exécutif provincial baloutche de mener seul des négociations de réconciliation.

Trois ans après son lancement, le bilan du NAP est mitigé. Sur le terrain, le TTP a été très sévèrement combattu, notamment au Baloutchistan. Des centaines de milliers d'Afghans ont été renvoyés dans leur pays, ce qui n'est pas pour déplaire aux Baloutches. Mais nombre de groupes radicaux même interdits prospèrent publiquement⁷⁸. L'autorité centrale de lutte antiterroriste est restée lettre morte faute de financements et de volonté des différentes agences d'adopter une ligne commune.

Toute stratégie de règlement des conflits au Baloutchistan ou ailleurs au Pakistan se heurte au fait que chaque entité de l'Etat possède sa feuille de route. Et le pouvoir politique semble incapable d'infléchir la stratégie à géométrie variable des services de sécurité. Nawaz Sharif estimait avant sa démission forcée que le Pakistan avait « besoin de faire le ménage »⁷⁹. Sa chute, pour des raisons pas uniquement fiscales, est venue rappeler que le pouvoir civil reste faible face à des militaires encore fortement influencés par deux tendances historiques. D'abord, contrer l'Inde, notamment son rapprochement avec l'Afghanistan, avec des stratégies d'endiguement typiques de la guerre froide. Ensuite, pour éviter le scénario bangladais, miser sur la religion pour cimenter l'unité nationale. Cette posture a deux conséquences néfastes : aliéner ceux qui ne se reconnaissent pas dans le modèle et entraîner des dérives extrémistes. Prisonnière de cette pensée, l'armée ne semble pas prête à lutter totalement contre les groupes radicaux, renforçant le cycle de radicalisation et de violence.

Les investissements chinois, colossaux et à long terme, devraient permettre au Pakistan de se développer et de renforcer sa stature régionale, ouvrant la voie à un abandon du soutien à des groupes radicaux devenus inutiles. Toute la question est de savoir si ce retournement s'effectuera avant une perte totale de contrôle de la situation sécuritaire

⁷⁷ "President Xi Jinping Delivers Important Speech at Pakistan's Parliament Entitled 'Building a China-Pakistan Community of Shared Destiny to Pursue Closer Win-Win Cooperation.'" *MFA of the People's Republic of China*, 21 Apr. 2015

⁷⁸ Salahuddin, Zeeshan. "Is Pakistan's National Action Plan Actually Working?" *The Diplomat*, The Diplomat, 25 Dec. 2016

⁷⁹ C'était même son credo principal lors de son retour au pouvoir en 2013

dans des zones comme le Baloutchistan, qui continuera à être d'ici là le creuset des tensions régionales et le miroir des faiblesses de l'Etat.

CONCLUSION

Le Baloutchistan est une province d'importance stratégique pour le Pakistan et l'ensemble du sous-continent. Méconnue, elle a le redoutable avantage d'être un carrefour des relations entre les différents rivaux de la région, des échanges commerciaux mondiaux et des relations sunnites-chiites. Gorgée de ressources, son développement est amené à être au diapason de celui de la Chine.

Cette chance inestimable de boom économique pour cette région longtemps oubliée d'Islamabad est mise en péril car le Baloutchistan souffre des mêmes maux qui rongent le Pakistan : sous-développement, corruption, faiblesse des institutions, islamisme. Pour reprendre les mots d'un journal local : « le Baloutchistan est clairement devenu un trou noir au niveau sécuritaire et de la gouvernance, où de nombreux intérêts politiques, financiers et criminels convergent ou s'affrontent »⁸⁰. Miné par les revendications des Baloutches, la misère sociale et l'insécurité, le Baloutchistan ne semble pas pouvoir profiter rapidement de la manne mise à disposition par Pékin.

Plus grave, les fractures sociales, ethniques et politiques qui parcourent la zone risquent de s'aggraver à court terme, tant le gouvernement pakistanais semble dépassé, rien qu'au niveau sécuritaire. L'armée, chargée d'assurer la défense du pays contre l'Inde, de s'occuper du Cachemire, des zones tribales, des grandes villes et du CPEC a délégué ses responsabilités au Baloutchistan à des groupes qui aggravent la situation et créent un terreau favorable au terrorisme djihadiste.

Si le tableau à court terme reste sombre, un scénario positif à moyen terme est possible. Un accord de paix avec les Baloutches permettrait à l'exécutif local de gagner en légitimité, de stabiliser la région et aux structures de forces de s'appuyer sur les militants baloutches pour déloger les groupes djihadistes, sur le modèle des milices d'auto-défense qui ont permis de vaincre plusieurs guérillas comme Sendero Luminoso au Pérou. Toutefois, conclure un tel accord nécessitera un Etat pakistanais bien plus fort qu'aujourd'hui, où quelques centaines d'extrémistes déterminés peuvent bloquer la capitale et exiger la démission d'un ministre. C'est tout l'enjeu, tant pour la stabilité du Baloutchistan que pour celle de l'ensemble du sous-continent. ■

⁸⁰ GRARE Frédéric, "Balochistan: the state versus the nation", op.cit.

ASIA FOCUS #57

ENTRE IRAN ET PAKISTAN, UNE RÉGION À RISQUE : LE BALOUCHISTAN

Par Ulrich BOUNAT / Consultant et analyste en relations internationales, diplômé du master GSI de l'Institut catholique de Paris

JANVIER 2018

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

courmont@iris-france.org – emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille

courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org